



**Inde/Etats-Unis : d'une visite à l'autre, Delhi qui pleure,
Delhi qui rit**
Christophe Jaffrelot

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Inde/Etats-Unis : d'une visite à l'autre, Delhi qui pleure, Delhi qui rit. 2010.
<hal-01069459>

HAL Id: hal-01069459

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01069459>

Submitted on 29 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



INDE/ETATS-UNIS : D'UNE VISITE A L'AUTRE, DELHI QUI PLEURE, DELHI QUI RIT...

Christophe Jaffrelot

(Directeur de recherche (CNRS) au CERI-Sciences Po)

Il y a à peine plus d'un an, la première visite officielle du président américain en Chine plongeait l'Inde dans la consternation. De nombreux observateurs indiens avaient relevé alors que Barack Obama avait choisi de faire le voyage de Pékin avant de rendre visite aux autorités indiennes et qu'il avait préféré ne pas rencontrer le dalaï-lama afin de ne pas indisposer les responsables chinois. Surtout, ils s'étaient indignés du communiqué publié à l'issue de cette visite dans lequel on pouvait lire que la Chine avait vocation à contribuer à la paix en Asie du Sud. Cette formule, qui visait sans doute à impliquer Pékin dans les efforts de Washington pour remettre le Pakistan sur le droit chemin, avait été perçue en Inde comme une invitation de Barack Obama à former un duopole sino-américain en Asie, le fameux G2 dont on parlait alors beaucoup. Les commentateurs indiens n'ont pas tardé à attribuer cette complaisance américaine au fait que les Etats-Unis étaient débiteurs de quelque 800-900 milliards de dollars envers l'empire du Milieu. Ce rapprochement américano-chinois était d'autant plus problématique pour New Delhi que les relations sino-indiennes étaient alors particulièrement tendues. L'année 2009 aura été l'une des plus compliquées entre les deux pays depuis la visite de Rajiv Gandhi à Pékin en 1988¹.

¹ Trois épisodes ont contribué à dégrader les rapports diplomatiques entre les deux pays en 2009. Tout d'abord, la pomme de discorde que constitue l'Arunachal Pradesh, un Etat de l'Union indienne sur lequel Pékin a voulu

Dans ce contexte, Manmohan Singh s'était en un sens invité à Washington, où Obama, à peine revenu de Pékin, l'avait reçu avec beaucoup d'égard – il s'agissait même de la première visite d'Etat organisée par la nouvelle administration –, sans pour autant que l'Inde retrouve le type d'attention que lui prêtait George Bush, l'homme de l'accord nucléaire. Un an plus tard, en novembre 2010, Barack Obama a accompli une tournée asiatique qui tournait le dos à la Chine, ses escales indienne, indonésienne, sud coréenne et japonaise étant même réservées à des pays plutôt inquiets de la montée en puissance de l'empire du Milieu. Le président américain y a mis les formes, ne tarissant pas d'éloge sur son mentor, le mahatma Gandhi, dont il est allé visiter la demeure à Bombay, et esquissant quelques pas de danse avec des écoliers, ce qui rappela à tous les Indiens en âge de s'en souvenir la visite haute en couleur des Clinton en mars 2000. Du coup, Delhi ne pleure plus, mais offre un visage radieux, à l'image de son Premier ministre, Manmohan Singh, posant un bras enlacé autour de Barack Obama qui, vu la différence de taille, le tenait quant à lui par l'épaule dans une étreinte à la Adenauer/De Gaulle. Derrière ces pantomimes, quelque chose a sans doute changé sur le fond, mais quoi?

QUEL AMI AMERICAIN ?

La forme de la visite de Barack Obama est ce qui a le plus marqué les esprits², comme le montre l'importance accordée à son grand et beau discours devant les députés indiens dans lequel il a qualifié le partenariat indo-américain d'« indispensable », pour se démarquer de l'épithète de « stratégique » qu'affectionnait Bush. Sur le fond, l'engagement solennel du président américain d'oeuvrer en faveur de l'accession de l'Inde comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU est la seule avancée du discours mais chacun sait que la décision finale ne dépend pas de lui. D'autres changements passés inaperçus ont joué dans le réchauffement des relations indo-américaines à l'occasion de cette visite.

faire valoir des droits à l'occasion, notamment, de l'attribution d'un prêt de la Banque asiatique de développement à cette région. Cet épisode prouve, s'il en était besoin, que les litiges frontaliers hérités de la guerre de 1962 sont toujours instrumentalisables. Deuxième épisode : les vues de l'Inde et de la Chine sur le Népal qui se sont manifestées par les efforts de Pékin pour faire remplacer des responsables militaires favorables à New Delhi, démarche à laquelle l'Inde s'est opposée, au point de pousser le Premier ministre Prachanda à la démission. Enfin, dernier motif de dégradation des relations entre New Delhi et Pékin : les ventes d'armes de la Chine au Pakistan, qui ont acquis une dimension nouvelle avec la livraison des premiers chasseurs JF-17 en novembre 2009. Des frégates Sword (F-22P) et un char coproduit par les deux pays devraient suivre. Un tel contexte ne pouvait que rendre les Indiens sensibles à ce que nombre d'entre eux percevaient comme de la complaisance des Etats-Unis envers la Chine.

² Comme en témoigne la place réservée au charme de Michelle Obama dans les commentaires d'une presse indienne de plus en plus *people*.

Depuis sa campagne de 2008, Obama inquiète les Indiens en raison de ses critiques récurrentes à l'endroit des entreprises américaines qui délocalisent leurs activités – notamment en Inde –, privant l'économie des Etats Unis de précieux emplois. La question est devenue plus aiguë encore en raison de l'approfondissement de la crise qui tend à installer le pays dans un inhabituel chômage de masse. Ce sujet n'a pas nui à l'atmosphère de la visite parce que le président américain a signé de juteux contrats d'une valeur de 15 milliards de dollars dont la traduction en nombre d'emplois (50 000) a immédiatement été communiquée à la presse, une pratique pour le moins exceptionnelle.

En 2009, Obama avait indisposé New Delhi en laissant entendre que les Etats-Unis ne souhaitent pas que l'Inde joue un rôle trop visible en Afghanistan, de peur que le Pakistan n'en soutienne d'autant plus fortement les Talibans. La relation américano-pakistanaise embarrassait New Delhi. D'un côté, le président américain se montrait plus ferme que son prédécesseur vis-à-vis d'Islamabad, jamais soumis à pareille pression dans sa lutte forcée contre l'islamisme, l'armée ne pouvant plus compter sur la complicité apparente entre Bush et Musharraf. De l'autre, New Delhi s'inquiétait de l'intensification de la relation américano-pakistanaise : coopération militaire (et en matière de renseignement) plus poussée et surtout considérables transferts de fonds (cf. la Kerry/Lugar *Bill* qui prévoit l'attribution de 7,5 milliards de dollars sur cinq ans). En outre, l'Inde redoutait que les Etats-Unis ne reviennent sur le dossier du Cachemire que Richard Holbrooke avait entr'ouvert au moment de sa nomination comme envoyé spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan en janvier 2009.

La récente visite d'Obama a assaini la relation indo-américaine sur ce point. Certes, le président américain n'a pas voulu dénoncer publiquement le Pakistan pour son soutien plus ou moins tacite à des groupes islamistes dont certains ont frappé en Inde. Il a même, répondant aux questions d'étudiants de Bombay, encouragé l'Inde à reprendre le dialogue avec Islamabad, mais le seul fait qu'il ne soit pas allé au Pakistan – à la différence de la plupart de ses prédécesseurs – a suffi à montrer aux Indiens qu'il découplait la relation indo-américaine de la relation pakistano-américaine. En outre, il n'a à aucun moment prononcé *the K word* (K pour Kashmir, Cachemire) et, surtout, le communiqué final conjoint comporte un paragraphe où l'on peut lire une remise en cause de l'invitation du président américain à la Chine d'une cogestion des dossiers asiatiques, telle qu'Obama l'avait esquissée à Pékin l'année dernière. Il semble en particulier que les Etats-Unis soient prêts à gérer la question afghane en concertation avec l'Inde : « *The two leaders have a shared vision for peace, stability and prosperity in Asia, the Indian Ocean region and the Pacific region and are*

committed to work together, and with others in the region, for the evolution of an open, balanced and inclusive architecture in the region. [...] The two leaders agreed to deepen existing regular strategic consultations on developments in East Asia and decided to expand and intensify their strategic consultations to cover regional and global issues of mutual interests, including Central and West Asia. The two sides committed to intensify consultation, cooperation and coordination to promote a stable, democratic, prosperous, and independent Afghanistan ».

En 2009, le président américain avait déplié aux Indiens en prenant d'emblée ses distances avec Hamid Karzai, un homme qui avait trouvé refuge en Inde à l'époque où les Talibans gouvernaient à Kaboul, et avec lequel New Delhi entretenait une relation de confiance. Lors de son allocution au CSIS (Washington) en novembre 2009, Manmohan Singh avait souligné la nécessité de soutenir Karzai dont la réélection venait d'être officialisée. La question reste sensible mais d'un côté Obama s'est résigné à travailler avec Karzai (qu'il ne ménage cependant pas) et de l'autre les Indiens ont pris leurs distances avec le président afghan qui a semblé prêt à négocier avec les Talibans sans faire preuve d'un grand discernement mais simplement pour survivre politiquement.

Que reprochait-on d'autre à Washington du côté indien ? La volonté de dénucléarisation de la planète affichée par Obama qui a contrarié des Indiens aspirant à développer une arme atomique fraîchement acquise et dont l'opérabilité exige, à leurs yeux, de nouveaux essais. La question ne se pose plus aujourd'hui avec la même acuité, la nouvelle majorité républicaine à la Chambre des représentants consécutive aux *mid-term elections* hypothéquant les projets de Barack Obama en matière de désarmement.

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN ?

Si l'on compare les commentaires postérieurs aux visites de 2009 et de 2010, on peut avoir l'impression d'être passé d'un extrême à l'autre en une année. A y regarder de plus près, rien ne dit que la relation indo-américaine ait été réellement écornée l'an dernier en raison de la robustesse de trois facteurs structurels.

Tout d'abord, la dégradation des relations entre les deux pays au plan stratégique, comme d'ailleurs la qualité des rapports de Delhi avec Washington sous G.W. Bush, ne doit pas être exagérée. Comme l'ont écrit cyniquement Steven Cohen et Sumit Dasgupta, « *It's a case of*

arming without aiming »³ : depuis plus de cinq ans, les Etats-Unis se sont montrés prêts à vendre des matériels très sophistiqués à l'Inde et à effectuer avec ce pays moult manoeuvres conjointes mais sans lui reconnaître un rôle géopolitique bien clair dans sa région ou au-delà. En dépit du communiqué final cité plus haut, il ne semble pas que les choses aient beaucoup évolué sur ce front. Certes, les éditorialistes du *New York Times* présentent de nouveau l'Inde comme un contrepoids à la Chine, mais Pékin tient maintenant – financièrement – la dragée haute aux Etats-Unis et rien ne dit que Delhi soit prêt à s'aliéner la Chine en jouant ce jeu-là avec Washington.

Deuxièmement, le lien américano-indien doit beaucoup aux relations économiques qui ne se sont jamais distendues, bien au contraire. Les entreprises indiennes n'ont jamais été aussi actives sur le marché américain. De 2005 à 2009, un cinquième des investissements indiens à l'étranger – soit 5,5 milliards de dollars – ont pris le chemin des Etats Unis. Au plan commercial, si les Etats-Unis sont passés derrière la Chine, leurs échanges de biens et services avec l'Inde s'élevaient encore à 38 milliards de dollars en 2009. Rien d'étonnant, dès lors, que des centaines d'hommes d'affaires aient accompagné Obama en Inde et que celui-ci se soit exprimé devant 215 *businessmen* à Mumbai. Comme aimait à le dire Ron Somers, le président du US India Business Council, « *Business is driving this whole thing with India now. We just need governments to bring the people along* ».

Enfin, la diaspora indienne aux Etats-Unis est devenue un lobby tellement puissant qu'elle exerce un effet de cliquet. Les *Non Resident Indians* vivant aux Etats-Unis sont la première communauté parmi les élites américaines: les *CEOs* de grandes entreprises (Citibank, PepsiCola...) d'origine indienne sont des arbres qui témoignent d'une véritable forêt dont les plus beaux spécimens se trouvent aujourd'hui dans les cabinets juridiques. Or cette tendance est appelée à se perpétuer si l'on en juge par le flux des migrants. L'Inde est parmi les pays qui envoient le plus grand nombre de travailleurs aux Etats-Unis (plus de 100 000 en 2008) et d'étudiants (105 000 en 2009⁴). La Ivy League se taille la part du lion dans cet ensemble, ce qui n'est pas pour déplaire aux présidents de ces grandes universités victimes de la fonte de leur *endowment* et qui bénéficient de plus en plus souvent de « dons » de la part des grandes firmes/familles du capitalisme indien.

³ Stephen P. Cohen and Sunil Dasgupta, *Arming without Aiming India's Military Modernization*, Washington, Brookings Institution Press 2010.

⁴ En 2009, après huit années de cavalier seul, l'Inde est passé au deuxième rang derrière la Chine en nombre d'étudiants présents sur les campus américains (105 000 contre 128 000).

L'évolution du réchauffement des relations entre l'Inde et les Etats-Unis se mesurera à l'aide de quelques indicateurs. Hormis ceux déjà suggérés plus haut (notamment la place que les Etats Unis envisagent pour l'Inde en Asie et la politique pakistanaise de Washington), deux autres méritent d'être mentionnés.

Premièrement, les contrats signés lors de la visite de Barack Obama sont substantiels sans être décisifs. D'autres sont à venir. Parmi ceux-là, le cas du nucléaire civil est à considérer à part car en votant un *Liabilities Act* imposant de lourdes indemnisations aux fournisseurs de centrales en cas d'accident, l'Inde tend à dissuader les firmes américaines à se porter candidates sur le marché indien. Ce dossier n'a d'ailleurs pas été évoqué en public par Obama lors de sa visite en Inde. Le choix de l'avion de chasse dont l'Inde dit vouloir acheter 126 exemplaires à court terme sera un autre test. Si New Delhi ne mettra sans doute pas tous ses oeufs dans le même panier, la décision indienne aura à l'évidence une valeur hautement politique. Deuxièmement, la question iranienne va sans doute se reposer. L'Inde a fait un geste dans le sens de l'isolement relatif de l'Iran en cessant de raffiner une partie du pétrole qu'elle livrait à Téhéran (Mukesh Ambani, patron du groupe Reliance, troisième fournisseur de l'Iran en 2008, qui soigne son image de marque aux Etats-Unis, a cessé cette activité en avril 2009). Mais l'Inde ne souhaite pas s'aliéner l'Iran et participe à la construction d'un port en eau profonde à Chabahar qui lui donnerait accès à l'Afghanistan et ferait contre poids à Gwadar, autre port en eau profonde du Balouchistan pakistanais, que les Chinois sont appelés à gérer à proximité du détroit d'Ormuz. Delhi risque de déplaire à Washington s'il ménage les Iraniens pour ces raisons tactiques.

L'Inde d'aujourd'hui a hérité des années du non-alignement et du tiers-mondisme à la Nehru un anti-américanisme quasi-viscéral qui s'est longtemps nourri de l'anti-impérialisme de la gauche et du nationalisme culturel de la droite. Les réflexes qui lui sont associés ont ressurgi l'an dernier et peuvent réapparaître à la première occasion venue. Mais au-delà de la volatilité des sentiments entourant la relation très affective de l'Inde aux Etats-Unis, le lien entre les deux pays ne cesse de se renforcer du fait de relations économiques et sociétales. Si Delhi aura de plus en plus de difficulté à combiner ce lien et celui qu'elle a avec Téhéran, le défi est plus grand encore pour Washington qui, en se rapprochant de l'Inde, inquiète un Pakistan qui pourrait bien choisir de ne plus obtempérer aux injonctions de l'Oncle Sam et s'en remettre davantage encore à la Chine.